

J'aimerais maintenant aborder la question de l'énergie nucléaire et de la recherche. En 1961, j'ai eu la témérité de témoigner devant un comité parlementaire de la recherche. J'ai alors proposé qu'on fasse une analyse quant à la production d'énergie nucléaire dans notre pays. J'ai dit qu'on devrait déterminer à quel niveau doit se situer la recherche dans le vaste domaine de la production d'énergie nucléaire. J'avais aussi proposé de réduire le budget établi à 40 millions de dollars et d'affecter à d'autres domaines de la recherche les économies ainsi réalisées. Ce serait peut-être faire fausse route. J'aimerais, toutefois, que notre initiative dans ce domaine fasse l'objet d'une analyse profits-coûts afin d'établir si les bénéfices l'emportent sur les coûts, vu qu'on se demande parfois si nos réacteurs seront les meilleurs au monde et réellement plus économiques que certaines autres sources d'énergie.

Le budget de l'*Atomic Energy of Canada Limited* est de l'ordre de 70 millions de dollars cette année. Jusqu'ici nous avons affecté environ un demi-milliard à la recherche et au développement nucléaires pour le compte de l'*Atomic Energy of Canada Limited* et de ses entreprises connexes au pays. Un demi-milliard de dollars constitue une forte somme. Il pourrait acheter une foule d'autres choses et acquitter le coût de bien d'autres recherches. Je ne dis pas que cet argent est mal employé. Nous avons un réacteur de première qualité, probablement un des meilleurs au monde. J'aime à croire que c'est exact, mais cela n'a pas encore été confirmé.

Devons-nous continuer à affecter à la recherche au Canada des montants de 70 millions par année? Fait intéressant à noter, le Royaume-Uni a finalement décidé de se retirer de la course en ce qui a trait à la mise au point des réactés. Ce programme commençait à se révéler passablement coûteux. Mais les Anglais n'ont pas été aussi péremptoirs dans leur décision que nous à l'égard du programme Arrow. Ils se sont rendus compte, cependant, qu'ils ne pouvaient soutenir la concurrence du programme subventionné des réactés des États-Unis. Le Royaume-Uni se demande maintenant s'il ne devrait pas faire la même chose en ce qui concerne l'énergie nucléaire.

Pourquoi ne pas entreprendre une analyse approfondie du coût et des bénéfices du programme national d'énergie atomique, soit pour avoir la satisfaction de savoir que c'est pour nous de l'argent bien placé, soit pour apprendre dans quelle mesure une réduction s'impose? Ancien scientifique moi-même, je ne suis cependant pas de ceux qui croient que le scientifique n'est pas une personne comme les autres. Il aime diriger son propre empire et avoir toujours plus de gens à son service.

[M. Davis.]

Comme tout le monde, il est voué à sa tâche et veut la mener à bien. Cependant, son horizon étant trop limité, il serait le dernier à demander combien d'argent on devrait dépenser pour son programme, dans l'intérêt public.

Le Conseil des sciences du Canada a formulé une proposition, ou du moins une allusion censée à propos de son projet de générateur de neutrons à flux intense. Il en est très fier, tout comme *Atomic Energy of Canada Limited*. Voici un extrait de la page 12 du premier rapport annuel du Conseil des sciences du Canada, pour 1966-1967:

...les installations de recherche coûteraient plus de 150 millions de dollars, répartis sur sept années de construction, et...les frais de fonctionnement prévus pour les années subséquentes seraient de plus de 20 millions par année.

Fort bien, mais ne serait-ce pas mettre beaucoup d'œufs dans un seul et même panier? J'aimerais mieux voir le Trésor fédéral financer une dizaine de projets plus en rapport avec la transformation de nos ressources, d'une valeur de 15 millions chacun et dont les frais d'exploitation pourraient être de deux millions dans chaque cas. Plutôt qu'un seul grand projet de recherche, ou quelques-uns à peine, il me paraîtrait plus raisonnable de poursuivre diverses entreprises ayant chacune sa propre équipe et son propre chef. Les risques seraient sans nul doute plus éparpillés. Je crois que cela vaudrait mieux, du point de vue économique, et conviendrait mieux au développement régional de notre pays, car la recherche serait répartie dans toutes les régions du Canada au lieu d'être située en un seul endroit, au centre de notre beau pays.

En matière de sécurité sociale, j'estime que notre programme est excellent. Nous avons tous lieu d'être fiers d'un grand nombre de mesures présentées. Les Canadiens petit à petit commencent à le comprendre. Mais j'estime que pour l'instant du moins, nous avons dépensé assez d'argent en programmes coûteux. Aussi, j'ai été heureux d'apprendre que le premier ministre, dans une entrevue avec M. Ross de la tribune des journalistes, relatée dans le numéro de juillet de la revue *Macleans* déclarait:

...nous avons mal mis en place ce que j'appellerais les assises de la sécurité sociale. Désormais, nous pourrions y apporter des perfectionnements et des améliorations, mais sans l'étendre davantage.

J'ai été très réconforté, comme bien d'autres j'en suis sûr, en entendant ces paroles.

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** A l'ordre. Je regrette d'avoir à interrompre le député de Coast-Capilano, mais son temps de parole est expiré.

**Des voix:** Continuez.